
L'épopée des juifs d'ex-URSS

William Berthomière

Flâner sur Ben Yehuda ou faire du shopping sur Dizengoff provoque inévitablement étonnements et interrogations chez le promeneur venu passer quelques jours en Israël. Que ce soient les discussions entendues à une terrasse de café, celles tenues par un jeune couple à l'entrée d'un Supersold ou bien encore ce journal abandonné sur un siège du bus 405, reliant Tel-Aviv et Jérusalem, tous ces indices dévoilent un pays teinté, étrangement, de sonorités et de scènes de vies aux origines bien plus slaves que méditerranéennes.

En effet, Israël est l'un des tout premiers pays au monde à avoir ressenti les conséquences — en termes migratoires — de cet événement géopolitique majeur de la fin des années 80 que fut l'effondrement du bloc soviétique. Ce n'est pas l'Europe, qui pourtant imaginait dès 1989 le déferlement de milliers de Soviétiques vers ses contrées, mais bien plus Israël qui a ressenti l'éveil migratoire de l'ex-URSS. En effet, si l'Europe n'a entrouvert ses portes que timidement aux populations de l'Est (essentiellement aux très qualifiés), Israël a vu immigrer des milliers de Soviétiques en quelques années.

Une explication à cela tient dans le fait que seules ont émigré en masse les populations qui avaient un foyer d'accueil vers lequel se diriger. Ce fut le cas pour les minorités allemande, juive et grecque qui, avec l'effondrement du bloc soviétique, avaient vu leur "assignation à résidence" rendue caduque. Ainsi, un simple regard sur la configuration migratoire post-1989 confirme l'entrée de ces minorités dans l'ouverture créée par la chute du Mur de Berlin. Sur les 450 000 personnes qui ont quitté l'URSS en 1990, 45% se sont dirigées vers Israël, 42% vers l'Allemagne, 6% vers les Etats-Unis et 5% vers la Grèce (Vichnevski, 1992: 44). Actuellement, l'empreinte ethnique de cette émigration tend

Hié 1998

quelque peu à s'estomper. Seule la part de l'émigration allemande au sein du flux global d'émigration (à la lecture des données pour la seule Russie) s'est pérennisée. Entre 1993 et 1995, plus de 50% des émigrants étaient de nationalité allemande, plus de 25% russe et seulement 13,5% juive¹ (CDEH, 1997: 156).

En Israël, inévitablement, ces milliers d'immigrants venus de l'Est ont sollicité l'assistance de l'Etat, apporté une source de croissance et de connaissances incroyables mais également questionné l'identité israélienne au cours de ces huit dernières années. Le propos de cet article vise donc à explorer ce formidable mouvement migratoire vers un espace méditerranéen d'une grande complexité et à y apporter des repères.

Une vague migratoire considérable

Entre 1990 et 1997, Israël a accueilli plus de 710 000 personnes de l'ex-URSS² dont la moitié sont entrées lors des deux années qui suivirent les événements de 1989 (cf. tableau 1). Le seul mois de décembre 1990 aura vu immigrer plus de 35 000 ex-Soviétiques soit un nombre d'immigrants équivalant à l'ensemble du flux français vers Israël entre 1919 et 1997. Au fil des mois, tout le pays a été touché par cette vague migratoire et chaque localité d'Israël a vu arriver ces "juifs du silence" tant attendus.

Il s'agit d'un événement d'une réelle importance pour Israël, aussi important numériquement que la grande migration qui avait suivi la création de l'Etat en 1948 (687 624 personnes entre 1948 et 1951). Toutefois, le volume de cette immigration tend actuellement à s'amoinrir. En 1995, la barre des 65 000 immigrants de l'ex-URSS, qui semblait être un minimum, n'a même pas été franchie et le mouvement à la baisse ne cesse de s'accroître. Le nombre d'immigrants pour le premier mois de 1998, inférieur de 20% à celui de 1997, confirme cet infléchissement de la dynamique migratoire. Il est toutefois bien difficile d'envisager l'évolution de cette migration en termes de seuil et d'équilibre car la situation actuelle est contingentée par de multiples facteurs. D'une part, cette diminution du flux de l'ex-URSS s'inscrit dans une dynamique globale de baisse de l'immigration israélienne. D'autre part, l'agitation post-1989 s'est dissipée et la plus ou moins grande stabilité au sein de la CEI, associée aux relatives difficultés d'intégration en Israël, contribue à maintenir la population juive en place. Enfin, le stock de population juive susceptible d'émigrer s'est considérablement réduit. Selon l'Agence juive, la presque totalité des Juifs qui résidaient dans les ex-républiques du Caucase et de l'Asie centrale ont déjà émigré et ce taux s'élève à 70% en Ukraine et à 55% en Russie³. Une part importante des communautés juives non émigrées sont âgées⁴ — plus de 55 ans — ce qui explique le ralentissement des départs (Paltiel et al., 1997: 291). Un simple regard sur "l'iconographie" des solidarités juives reste du monde/ex-URSS lancée par l'United Jewish Appeal, où figure une vieille femme, seule, accoudée à sa table de cuisine avec comme sous-titre:

“Le Joint (...) me procure de la nourriture et des médicaments. Et des nouvelles de ma famille. Il y a trois ans, ils sont partis pour Israël. La vie est juste commencée pour eux, c'est bien. Mais partir, ce n'est pas pour moi. Ceci est ma place, ma maison. Tout ce que je connais est ici. Je ne pourrai jamais partir pour toujours.” [publiée dans le Jerusalem Report], atteste pleinement de cet état structurel des communautés de CEI et de la douleur de l'émigration pour ces personnes âgées qui constituent désormais une part essentielle du potentiel migratoire.

Tableau 1 - Immigration en Israël, 1990-1997

Pays d'origine	Années d'immigration			
	1990 1995	1996	1997	1990 1997
ex-URSS	597230	58900	54600	710730
Ethiopie	31026	1411	1653	34090
Autres	59807	8247	9750	77804

Source: Monthly bulletin of statistics, février 1998, Central Bureau of Statistics, Jérusalem

Néanmoins, à ces catalyseurs de la dynamique migratoire, il faut en ajouter d'autres, non sans influence, comme le plus ou moins grand nombre d'opportunités à émigrer ailleurs qu'en Israël. Les Etats-Unis et l'Allemagne constituent deux pôles d'attraction qui sont devenus de véritables espaces d'accueil en concurrence avec Israël. En 1994, sur les 98 849 juifs qui ont quitté l'ex-URSS, les deux tiers se sont dirigés vers Israël, 32 664 vers les Etats-Unis, et le reste principalement vers l'Allemagne. La proportion est identique pour 1995 et 1996 avec une émigration juive globale, respectivement de 86 554 et 77 572 personnes (Gitelman, 1996: 337, 1997: 387; PSJ Report⁵, 1997). Plus de 50 000 juifs, originaires d'Ukraine et de Russie principalement, résideraient actuellement en Allemagne — à Berlin essentiellement — (Doomernik, 1997). Selon des sources israéliennes, leur situation sociale serait “critique” et l'Agence juive devrait lancer prochainement un programme spécial pour encourager ces juifs ex-soviétiques à réémigrer vers Israël⁶.

*Les premiers pas de l'intégration:
“De scientifique à cantonnier...”⁷*

Les cinq premières années de cette immigration furent certainement les plus intenses quant à la gestion de la vague migratoire. La politique migratoire a évolué entre les sirènes d'une politique basée sur un libéralisme des plus hasardeux et les certitudes d'une politique caractérisée par une volonté d'assistanat des plus paternalistes pour enfin se métamorphoser en une politique où le sujet est devenu acteur. Toutefois, le chemin qui a mené vers cette situation d'équilibre a constitué, et constitue encore pour certainement de trop nombreux

Eté 1998

Soviétiques, une véritable “traversée du désert” où la perte de statut social fut une rude épreuve.

Réapprendre à être un foyer d'accueil

La soudaine vague d'immigrants de l'ex-URSS a surpris quelque peu Israël. Le pays n'était pas préparé à recevoir un aussi grand nombre de migrants ce qui a provoqué quelques difficultés d'intégration aux premières heures de l'immigration (M.I.A., 1996; Berthomière, 1995; Damian, 1996; Horowitz, 1996). Israël, pays de tous les juifs comme l'affirme la Loi du retour⁸, a dû renouer avec des préoccupations — accueil et intégration des immigrants — qu'il avait quelque peu oubliées.

Si, aux premières heures de l'Etat, la population israélienne était constituée de deux-tiers d'immigrants et d'un tiers de sabras — juifs nés en Israël —, actuellement, la situation est inverse (cf. tableau 2). Jusqu'au déclenchement de l'immigration des ex-Soviétiques et depuis la fin des années soixante, la population israélienne puisait sa croissance dans son solde naturel. La part de la balance migratoire dans la croissance totale fut même nulle à trois reprises au cours des années 80⁹. En termes “sociologiques”, cette perte d'attractivité d'Israël dans l'orientation du flux d'émigration au sein de l'espace migratoire international de la communauté juive de l'ex-URSS pose la question d'une éventuelle translation d'Israël vers une société post-sioniste. Cette mutation pourrait s'expliquer par le processus de “normalisation” qui semble s'être opéré dans la société israélienne et, par voie de conséquences, dans les relations et la hiérarchisation au sein du couple Israël/diaspora (Goldscheider, 1996: 228-229; Leibowitz et Burg, 1995: 178-197; Sheffer, 1996).

Cette nouvelle “aliyah” — terme désignant l'immigration juive¹⁰ — a donc, par son volume, constitué un total retour en arrière pour Israël. L'Etat revivait une vague migratoire équivalente à celle de 1948. L'instant était d'autant plus enthousiasmant qu'il s'agissait du “retour” des “juifs du silence” autour desquels la communauté avait su se regrouper pour demander leur liberté. A cette joie est venu s'ajouter l'émerveillement qu'occasionna le “retour” d'une autre communauté juive, celle d'Ethiopie. En 1991, l'opération Salomon a en effet permis le transfert de quelques milliers de juifs d'Ethiopie, les Beta Israël¹¹ (cf. tableau 1).

Ainsi, l'Etat israélien, quelque peu débordé par le nombre des immigrants, a développé un programme d'intégration directe où les nouvelles familles se faisaient enregistrer comme olim, recevaient une aide financière (le Saï HaKlita ou “panier d'absorption”) et choisissaient un lieu de résidence de leur choix dans le pays (où ils pouvaient s'inscrire aux ulpanim — cours d'hébreu). Cette politique a très rapidement conduit le pays vers une situation des plus inextricables où la concentration des immigrants dans les grands foyers urbains d'Israël et corrélativement l'insuffisance des logements disponibles, générant des

conditions de vie difficiles, amenèrent les Soviétiques à manifester leur mécontentement.

Tableau 2 - Structure de la population israélienne

Années	1948	1961	1972	1983	1990	1996
Population totale d'Israël	872700	2179500	3147700	4037600	4821700	5759400
Population juive d'Israël	716700	1932400	2686700	3350000	3946700	4637400
Part de la population juive née à l'étranger (%)	64,6	62,2	52,6	42,5	38,1	38,4

Source: Statistical abstract of Israel 1995 & 1996 in figures (1960-1996)

Un facteur de déstabilisation de la société israélienne

Cette migration a résonné comme une véritable secousse dans la société israélienne. Les causes d'une telle déstabilisation trouvent notamment leurs origines dans un double mouvement. D'une part, la politique du gouvernement Shamir était bien plus tournée vers la réalisation d'un "grand Israël" que vers l'aide à l'intégration des nouveaux arrivants. La politique de construction des habitations avait été soit reléguée au domaine privé (qui ne s'est pas empressé de construire pour les immigrants d'où la pénurie de logements) soit prise en main par le gouvernement et essentiellement orientée au-delà de la ligne verte. D'autre part, l'attitude des immigrants dans leur choix de résidence a totalement déséquilibré le pays. Les deux tiers des immigrants avaient élu domicile dans les seuls districts de Tel-Aviv, du Centre et de Haïfa rendant ainsi leur intégration difficile. Les Soviétiques désiraient avant tout résider dans les plus importantes villes d'Israël car ils étaient eux-mêmes originaires de grandes agglomérations et possédaient une forte culture urbaine, et par un tel choix, ils pensaient obtenir plus aisément un emploi (Berthomière, 1995: 25, Jones, 1996: 129).

Ainsi, l'épreuve la plus importante que les gouvernants israéliens durent affronter fut celle de l'emploi. Le problème était d'une réelle amplitude. Notre promeneur de l'introduction ne pouvait ignorer cette réalité. A Jérusalem, les murs des bureaux du ministère de l'immigration et de l'intégration, lieux de passages de nombreux Soviétiques, étaient couverts de petites annonces, les arrêts de bus et les lampadaires semblaient comme décorés par ces dizaines de petits papiers aux numéros de téléphone prédécoupés, collés là dans l'espoir d'attirer l'attention d'un éventuel employeur... En 1992, un tiers des immigrants (en âge de travailler) étaient sans emploi (M.I.A., 1996: 17). Cette situation a poussé la moitié des ex-Soviétiques à accorder leurs voix à la gauche israélienne lors des élections de 1992, contribuant ainsi à l'élection d'Y. Rabin, alors que les sondages attribuaient majoritairement

Eté 1998

leurs voix au Likoud. Il s'agissait là du premier vote sanction exprimé par les Soviétiques (Golberg, 1996: 192).

Le paradoxe de l'intégration de cette vague migratoire fut l'obstacle que constituait la sur-qualification des migrants. Il est vrai que la lecture des qualifications professionnelles montrait des profils très qualifiés (ingénieurs, médecins, universitaires). Sur les ex-Soviétiques arrivés entre 1990 et 1995, 40% avait effectué 13 années et plus d'études (environ 25% en Israël). L'intégration professionnelle des migrants était d'autant plus difficile à réaliser qu'il existait une réelle inadéquation entre l'offre et la demande: inadéquation pure et simple liée à l'inutilité des qualifications possédées tels les ingénieurs en pétrochimie ou métallurgie; inadéquation liée à une saturation du secteur concerné comme celui de la médecine notamment¹².

Très rapidement, il est apparu aux migrants que la recherche d'un emploi se ferait hors de leur champ de compétences et, devant le nombre de demandes, dans des secteurs peu valorisés. L'étude menée par Allau Galper (1997) sous le titre de From Bolshoi to Be'er Sheva, Scientists to Streetsweepers souligne cette phase de l'intégration des Soviétiques. Que cela soit à travers la presse qui a éclairé de ses feux le sous-emploi des migrants avec des faits divers — comme celui d'un chef d'entreprise sauvé de la crise cardiaque par une femme de ménage qui se trouvait être un médecin moscovite ou avec l'interview d'un ingénieur nucléaire balayeur dans une ville de développement — ou à travers les travaux des anthropologues et autres chercheurs, la réelle dislocation culturelle que constitue cette dépréciation de la condition sociale des migrants a été maintes fois montrée. Le cabinet de Y. Rabin lutta contre ces problèmes d'intégration mais les propositions faites se révélèrent être davantage des "calmants que des remèdes". Le défi était vraiment incroyable. Les immigrants ont ressenti très durement cette perte de statut comme le souligne ce témoignage rapporté par A. Galper (1995:50):

"Il n'y a pas de mots assez forts pour dire combien travailler est important. Ce n'est pas simplement pour l'argent. Sans travail, il n'y a pas de statut, pas de vie. Peut-être aurons-nous de quoi nous nourrir, mais s'il n'y a pas de travail, vous n'avez pas besoin de nourriture. S'il n'y a pas de travail, pourquoi dois-je vivre? Ce n'est pas la vie. C'est essentiel d'avoir ne serait ce qu'un "petit job" car vous avez alors l'espoir. Sans travail, c'est pire." [un informaticien d'une quarantaine d'années venant de Minsk, résidant à Haïfa].

Le temps et la mobilisation des migrants furent de sérieux atouts pour (re)positiver cette épreuve de l'émigration¹³. Ce déracinement, certes volontaire, fut néanmoins insupportable pour de trop nombreux migrants. Les joies de cette immigration furent malheureusement endeuillées par des détresses extrêmes qui poussèrent parfois au suicide de nouveaux immigrants. Par rapport au reste de la population israélienne, le taux de suicide au sein du groupe migrant est de 60% plus élevé chez les hommes et de 40% chez les femmes¹⁴. Les difficultés d'intégration professionnelle, aggravées par la forte dépression du statut social entre l'ex-URSS et Israël, ajoutées à des clivages culturels

importants sont, selon les experts, la source de ces terribles décisions. La tragédie de tels actes dépasse largement le cadre de cette migration mais elle doit nous rappeler, encore une fois, que derrière les discours en termes de gestion des flux, de stock de migrants, de "seuils", existent tout simplement des hommes.

Tout ce contexte socio-politique qui a entouré les premières vagues d'immigration a mené vers un processus de réorientation des voies de l'intégration qui a trouvé, une nouvelle fois, une incarnation cinglante dans la sanction politique que représente pour la gauche israélienne le vote des immigrants pour le parti russe — Israel be-Aliya — et le Likoud¹⁵. L'année 1996 a marqué un véritable tournant dans l'histoire des nouveaux immigrants d'ex-URSS. A cette période, se visibilisent vraiment les efforts qu'ils ont opérés, les stratégies qu'ils ont employées afin de sortir de ce désert.

*L'immigrant comme acteur:
"... de cantonnier à chef d'entreprise"*

Ce retour au pouvoir du Likoud constitue un repère dans l'histoire de cette immigration. Le vote des nouveaux immigrants a, encore une fois, sanctionné le gouvernement en place (2/3 des Soviétiques ont voté pour le Likoud, Goldberg, 1996: 194). Une des principales motivations à cette sanction résidait dans la déception de l'intelligentsia russe¹⁶ qui n'admettait pas d'être ignorée par "l'élite" ashkénaze identifiée au parti travailliste, ainsi que dans la révolte que suscitait le gâchis intellectuel du sous-emploi des Soviétiques. Mais au-delà de ces considérations politiques, cette date apparaît, pour les immigrants, comme l'expression d'une prise en main de leur destin. Plusieurs facteurs expliquent ce renversement de la situation où, comme l'a exprimé D. Vidal: "Paradoxalement, le fardeau s'est mué en levier, pour la production et la construction comme pour la consommation, grâce à un exceptionnel concours de circonstances"¹⁷. Le changement de contexte politique, symbolisé par la poignée de main entre Y. Rabin et Y. Arafat, le soutien américain à un emprunt de 10 milliards de dollars et les opérations de privatisation en sont, pour D. Vidal, les principaux éléments. A côté de ces facteurs exogènes, tout un ensemble de facteurs endogènes au mouvement migratoire a facilité cet effet de levier.

Une réorganisation de la migration

Premièrement, le flux migratoire s'est amoindri par un phénomène d'autorégulation (cf. tableau 1). Les émigrants potentiels ont pris connaissance des difficultés existantes, les premiers arrivants les informant du contexte israélien. Deuxièmement, une véritable réorganisation de la géographie spatiale des Soviétiques s'est opérée dans le pays. Différentes stratégies ont soutenu cette recomposition territoriale comme le départ vers des espaces économiquement accessibles (villes de développement du Néguev ou de Galilée¹⁸) et la mise en place de

véritables filières migratoires entre des localités de CEI et certains quartiers ou villes d'Israël permettant une réelle autogestion du flux et de l'intégration (pour exemple: les émigrants de Derbent (Daghestan) se sont dirigés majoritairement vers Hadera, ceux de Gomel (Biélorussie) vers Nahariah et ceux d'Asie centrale vers les quartiers sud de Tel-Aviv notamment) (Berthomière, 1996 et 1997). Le district Sud du pays a très nettement profité de cette réorganisation interne puisque la proportion de soviétiques dans celui-ci est passée de 10,8% en 1990 à 18,3% en 1993 pour atteindre 24% en 1997 et devenir, par là même, le premier lieu de résidence de ces migrants. Soulignons que les répercussions stratégiques de ce redéploiement des Soviétiques ne sont pas négligeables. Les mobilités vues comme une nécessité économique par les migrants ont été envisagées comme un atout stratégique par les dirigeants. Nombreux sont, en effet, les Soviétiques qui ont trouvé un foyer à moindre coût dans les nouveaux quartiers de Jérusalem-Est¹⁹ comme Pisgat Ze'ev ou Gilo et dans les implantations comme Ma'aleh Adumim ou Ariel (cf. carte). En 1997, cette dernière colonie possédait la plus forte proportion d'immigrants dans le volume global des transactions immobilières. Selon Ha'aretz, sur les 356 logements achetés à Ariel, près de 80% l'ont été par des immigrants²⁰. Les besoins des premiers ont donc servi les desseins des seconds, notamment en aidant au basculement de la proportion non-juif/juif à Jérusalem-Est en faveur de ces derniers²¹.

Toutefois, ce temps de l'immigration où le migrant s'est vu comme acteur "pléipotentiaire" de son avenir a constitué une étape effective dans la résolution des problèmes d'intégration à la société israélienne. Ce mouvement s'est appuyé sur deux temps fondamentaux: celui de la mobilisation à travers un mouvement associatif fort rassemblé autour du Forum Soviétique, créé par N. Charansky, et celui d'un repli communautaire marqué. Devant la rudesse de l'épreuve migratoire, les Soviétiques ont eu tendance à se replier sur leur communauté. Le refuge trouvé dans l'espace du cyrillique, dans les colonnes de ces journaux en russe, où ils ont pu exprimer et partager leurs difficultés en constitue un témoignage.

Les "vétérans" ont été quelque peu choqués par ces attitudes. Le "second Israël" (les Israéliens d'origine orientale) a ressenti comme une injustice les plaintes des Soviétiques. Eux qui vivaient déjà difficilement, dans des villes de développement au chômage élevé, ont perçu comme un concurrent déloyal ce nouveau venu qui appelait à plus de reconnaissance. Il est vrai que les Soviétiques ont porté atteinte, indirectement, aux Orientaux. Avec le Sal HaKlita et les autres avantages qui leur étaient accordés, ils ont déstabilisé quelque peu les pouvoirs d'achat locaux et leur niveau d'éducation élevé a capté l'attention des employeurs²². Ceci n'a pas été sans créer de tensions entre les deux groupes et a renforcé chez les Orientaux le sentiment d'être, encore une fois, les laissés-pour-compte de la société (Jouss, 1996: 143-149). Globalement, les résultats des élections de 1996 ont révélé les craintes

respectives des deux groupes avec l'entrée d'Israël be-Aliya à la Knesset et la progression du Shas²³.

Conjointement, l'amélioration de l'emploi et les incitations financières de l'Etat ont permis l'accès à la propriété pour 70% des Soviétiques entrés en 1990²⁴. Symboliquement, il s'agit là de l'établissement des Soviétiques dans leur nouveau foyer, Israël. Début 1996, les estimations sur la réémigration de ces migrants ne dépassaient pas 8% du volume total d'immigrants²⁵.

La métamorphose des immigrants

En caricaturant l'analyse, certains diraient devant l'image actuelle de cette immigration que les Soviétiques ont parfaitement intégré le pays car ils ont maintenant la hutsa, "célèbre insolence" israélienne. Les médias ne cessent de vanter les prouesses économiques des migrants. Si notre promeneur refaisait le même périple aujourd'hui, il aurait une vision tout autre de l'immigration d'ex-URSS. Il ne croiserait plus, sur Ben Yehuda, ce saxophoniste jouant autour d'une petite boîte où était écrit "New immigrant from Russia. No Job" mais s'il prend soin de lever la tête, il découvrirait une affiche en cyrillique où il lira "Restaurant Arbat" ou bien verra un bouquiniste au stock fraîchement arrivé de Moscou. Si la pauvreté n'a évidemment pas disparu au sein des migrants (près de 20% d'entre eux vivent au-dessous du seuil de pauvreté²⁶), leur niveau de vie a connu une nette croissance. Les chiffres du chômage attestent de cette amélioration. Le taux de sans-emplois a baissé de plus de 20 points entre 1992 et 1995, soit un niveau actuel aux alentours de 10%. Le fait que les immigrants aient maintenant un niveau correct d'hébreu est également l'une des raisons de ces progrès de leur condition sociale. Certes, comme énoncé plus haut, cette embellie s'est faite au prix d'une rude chute de statut professionnel mais nombre de migrants ont depuis effectué des ascensions sociales sensationnelles.

Lors de nos entretiens, réalisés auprès de nouveaux entrepreneurs d'origine soviétique, nous avons été frappé par leurs histoires de vie. Des hommes, comme ce musicien de Kiev, que rien ne prédisposait à la gestion d'une société d'aide à domicile, occupent aujourd'hui des postes de direction dans des PME prospères ou bien sont propriétaires de commerces florissants. Dans la grande majorité des cas, ils ont tous, avant d'accéder à leur position actuelle, travaillé dans des emplois plus ou moins précaires. Depuis ces dernières années, ces trajectoires sont accélérées par le fait que les nouveaux immigrants arrivent avec quelques fonds en poche gagnés par la vente, maintenant autorisée, de leur appartement ou autre propriété en ex-URSS. Ces sommes d'argent, ajoutées à celle allouée dans le cadre de l'aide aux créations d'entreprises, permettent d'accéder plus rapidement à des conditions de vie acceptables. A ce jour, ils seraient plus de 7 000 Soviétiques à avoir franchi le pas²⁷. Ces entrepreneurs ont, de par les potentialités du marché, préféré les activités tournées vers les besoins des nouveaux immigrants (avec pour support leur presse, hier refuge, aujourd'hui

tremplin) ou bien vers ceux de leurs anciens Etats d'origine en CEI. Pour beaucoup, ils se sont également donné comme mission d'employer essentiellement leurs "coreligionnaires". De telles réussites et de telles attitudes leur ont coûté d'être soupçonnés d'appartenir à des mafias ou d'organiser un Etat dans l'Etat. Le fait est que ces trajectoires professionnelles témoignent d'une réussite sociale que de plus en plus de Soviétiques partagent et, même si cela ne signifie pas, pour autant, que leur intégration est réussie, cela y participe nécessairement.

Quel bilan tirer?

L'expression "un véritable tour de force" paraît véritablement être la plus appropriée. Israël a accueilli plus de 700 000 immigrants soit un groupe qui constitue, aujourd'hui, plus de 12% de sa population totale. Même si les comparaisons sont rapides, quel pays européen aurait relevé un tel défi? Cet événement constitue un point fort dans les cinquante années écoulées depuis la création de l'Etat. Lors des cérémonies officielles du 50e anniversaire d'Israël, une jeune Ukrainienne est venue allumer l'une des douze torches qui ont illuminé cet événement. Elle a symbolisé par ce geste la pierre apportée, par ceux qui constituèrent les rangs des premières aliyoth et par ceux d'aujourd'hui, à l'édification du pays. Toutefois, au fil de ces décennies, la perception de l'immigration a considérablement évolué. Il serait vain en ces quelques lignes de conclure de tenir d'y répondre mais souligner notre hésitation à employer le mot d'aliyah semble révélateur. Et des articles comme celui de Judith Shoval (1998), intitulé "Migration to Israel: The Mythology of "Uniqueness", amènent des questions auxquelles il faudra bien répondre un jour ²⁸.

Cette immigration va-t-elle se poursuivre? Répondre à cette question est une tâche des plus périlleuses car trop de paramètres entrent en jeu. Au cours des dernières années, les analyses prospectives réalisées ont montré leurs faiblesses devant un monde bien imprévisible. En évitant les projections hasardeuses, il est toutefois possible d'avancer que, de par la structure démographique des communautés juives de CEI, l'émigration vers Israël va poursuivre sur la voie de la décroissance. Une telle baisse sera assurément accentuée par l'amélioration des conditions de vie des juifs dans ces Etats. Le Jerusalem Report ²⁹ ne titrait-il pas, récemment, à sa une, "Soudainement, c'est agréable d'être juif en Russie"? L'anecdote d'un membre de la communauté juive de Moscou allumant une hanukia dans le square Pouchkine tout en voyant un policier moseovite passant à ses côtés lui souhaiter "bonne fête de Hanuka" illustre parfaitement la situation actuelle notamment à Moseou. Pour les juifs de CEI, le départ vers Moscou devient, d'ailleurs, une alternative à l'émigration vers Israël. De plus, la situation est accentuée par le fait que l'économie israélienne semble un peu essoufflée. Mais n'est-ce pas, aujourd'hui, légitime "d'accuser le coup" de l'effort produit sur ces dernières années? Dans une perspective à moyen terme, les réseaux transnationaux qu'ont tissés les migrants vont très certainement porter leurs fruits et constituer des

têtes de pont propices à l'établissement d'espaces d'échanges prospères entre Israël et les pays de la CEI. Un simple regard sur les balances commerciales d'Israël avec ces pays tend à confirmer cette dynamique³⁰.

Enfin, à porter le regard vers ses nouveaux horizons et à se laisser emporter par le rythme de la mondialisation, le pays ne risque-t-il pas d'oublier trop vite que son histoire se construit, aussi, avec un partenaire tout proche, le peuple palestinien? D'ailleurs, l'origine de cette nouvelle récession économique ne trouverait-elle pas une véritable explication dans l'enlisement du processus de Paix? Autant, d'éléments qui nous poussent à nous interroger sur ce que notre promeneur pourra nous raconter dans 50 ans...

William Berthomière est géographe, à l'Université de Poitiers et membre de l'équipe Migrinter/UMR 6588 CNRS.

Références bibliographiques

- American Jewish Yearbook Book, Volume 1996, AJC, New York, 644p.
American Jewish Yearbook Book, Volume 1997, AJC, New York, 732p.
Anteby L., Berthomière W., Simon G., coord. (1996), "Les nouveaux visages de l'immigration en Israël", REMI, vol.12 (3), 215p.
Berthomière W. (1995), "L'immigration des Juifs de l'ex-URSS: un nouveau défi pour Israël ?", REMI, vol.11 (3), pp.19-41.
Berthomière W. (1996), "De l'aliyah à l'immigration" ou la lecture d'un continuum migratoire israélien", REMI, vol.12 (3), pp.33-60.
Berthomière W. (1997), "Analyse géodynamique de la migration juive de l'ex-URSS vers Israël depuis 1989", Dossiers et Recherches, N° 58/avril, Paris: INED.
CDEH (1997), "Population Russe 1996", Population et Sociétés, Moscou (en russe).
Damian N., Rosenbaum-Tamari Y. (1996), "Identité juive et immigration en Israël: Une enquête en cours sur l'actuelle vague d'immigrants russes". REMI, vol.12 (3), pp.123-138.
Doomernik J. (1997), "Adaptation strategies among Soviet Jewish immigrants in Berlin", New Community 23 (1), pp.59-73.
Galper Allan S. (1995), From Bolshoi to Be'er Sheva, Scientist to streetsweepers. Cultural dislocation among Soviet immigrants in Israel, Lanham: University Press of America, 141p.
Goldberg G. (1996), "Immigrants voters in Israel, 1992-1996", REMI, vol.12 (3), pp.191-194.
Goldscheider C. (1996), Israel's Changing Society: Population, Ethnicity, and Development, Oxford: Westview Press, 271p.
Horowitz T. (1996), "Value-Oriented Parameters in Migration Policies in the 1990s: The Israeli Experience", International Migration, vol.134 (4), pp.513-537.
Jones C. (1996), Soviet Jewish Aliyah, 1989-1992. Impact and implications for Israel and the Middle East. London: Frank Cass, 244p.
Leibowitz Y., Burg A. (1995), "Le peuple juif sur sa terre et en exil" in Leibowitz Y. et al., Peuple, Terre, Etat, Paris: Plon, 216p.
Paltiel A. et al. (1997), "Immigrants from former USSR in Israel in the 1990s: Demographic Characteristics and Socio-Economic Absorption" in Lewin-Epstein N. et al. (1997). Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement, London: Frank Cass (The Cummings Center Series), 557p.

- Ministry of Immigrant Absorption (1996). *Immigrant Absorption: Situation, Challenges and Goals*, Jerusalem: Planning and Research Division, 62p.
- Sheffer G. (1996), "Israel Diaspora Relations in Comparative Perspective", in Barnett M. (ed.), *Israel in Comparative Perspective. Challenging the Conventional Wisdom*, N.Y.: State University of New York Press (SUNY series in Israeli Studies), 296p.
- Shnval J. (1998). *Migration to Israel: The mythology of "uniqueness"*, *International Migration*, vol.36 (1), pp.3-25.
- Vichnievski A. et Zayontchkovskaia J. (1992), "L'émigration de l'ex-Union Soviétique: prémices et inconnues", *REMI*, vol.8 (Hors Série), pp.41-65.

-
- ¹ Sur les 100 000 émigrants de Russie en 1995, 72 800 se sont dirigés vers l'Allemagne, 12 700 vers Israël, 9 000 vers les États Unis et 5 500 vers d'autres destinations (CDEH, 1997: 156).
- ² Certaines estimations donnent le chiffre de 30% de non-juifs dans le nombre total de migrants. Outre les anecdotes concernant les falsifications de papier afin d'entrer comme juif en Israël, cette donnée souligne l'importance des couples mixtes. En moyenne, en 1988, les mariages mixtes dans la communauté juive concernaient plus d'un couple sur deux en URSS (cf. les travaux de Mark Tolts notamment)
- ³ *Jerusalem Post* du 19 août 1997.
- ⁴ Rappelons que dans leurs nombreux travaux, Sergio Della Pergola et Mark Tolts ont souligné que la communauté de Russie, en terme de structure par âge, avait atteint "l'étape finale" car la proportion de moins de 15 ans était passée au cours des années 70 en dessous des 10% (8,4% en 1989) et que l'âge moyen des juifs de Russie était de 20 ans plus élevé que celui de la population russe (respectivement 52,3 ans et 32,8 ans).
- ⁵ *Post-Soviet Jewry Report*, Waltham, MA, February 1997.
- ⁶ Cf. l'article de Batsheva Tsur dans le *Jerusalem Post*, édition française, semaine du 25 sept. au 1er oct. 1996, p.12.
- ⁷ Nous reprenons ici, en partie, le titre de l'ouvrage d'Allan S. Galper sur la dislocation culturelle des immigrants soviétiques en Israël (cf. références bibliographiques).
- ⁸ Cette loi, promulguée en 1950, autorise tout juif (enfant de mère juive ou converti et par extension, enfants et conjoints) à s'installer en Israël.
- ⁹ En 1985, 1986 et 1988, le solde migratoire fut négatif, respectivement de - 4 700 personnes pour les deux premières années et de - 1 100 pour la dernière.
- ¹⁰ Le mot hébreu *aliyah* (pl. *aliyot*), signifie la "montée" et désigne l'immigration juive en Israël; son contraire, l'émigration, est appelé *yerida*. Dans cette terminologie, l'immigrant juif entrant sous la Loi du retour est nommé *oleh* (pl. *olim*). Par opposition, le *yored* est l'émigrant.
- ¹¹ Pour plus d'informations sur cette communauté, voir le numéro spécial sur Israël de la *REMI*. Le lecteur trouvera également une source d'informations très précieuse dans la thèse de doctorat de Lisa Anteby intitulée *Voies de l'intégration, voix de la tradition. Itinéraires socio-culturels et pratiques de communication parmi les Juifs éthiopiens en Israël*. Université René Descartes (Paris V), 1996.
- ¹² Sur les 10 597 médecins qui ont demandé l'autorisation d'exercer en Israël, 6 227 l'ont reçue. Parmi ces derniers, seule une minorité a ouvert un cabinet (source: M.I.A., données pour la période 1990-1995). Les difficultés rencontrées tiennent au fait

Confluences

qu'Israël est un des tout premiers pays au monde en proportion de médecins par habitant.

- 13 Pour ces familles, les motivations à l'émigration étaient principalement liées au désir de bien-être de leurs enfants, de vivre "en tant que juif dans un environnement juif", de vivre dans une démocratie occidentale (cf. notamment l'article de Damian. N. et Rosenbaum-Tamari Y., REMI. 12(3), 1996). Notons que le soutien apporté par les Soviétiques arrivés dans les années 1970-1980 fut essentiel. Les réseaux de solidarité développés dans des villes de Galilée, comme Karmiel par exemple, en sont de parfaites illustrations. Sur le thème de l'immigration soviétique des années 1970-1980, le lecteur trouvera une source importante d'informations dans l'ouvrage dirigé par Tamar Horowitz (1989), *The Soviet Man in an Open Society*, Lanham: University Press of America, 371p.
- 14 Données fournies par le Bureau Central des Statistiques d'Israël et publiées dans le *Jerusalem Report* du 5 Mars 1998, p.10.
- 15 Sur la question des "géographies électorales", on pourra consulter l'ouvrage d'E. Saadia (1997), *Systèmes électoraux et territorialité en Israël*, Paris: L'Harmattan (Géographies et Cultures), 109p.
- 16 Sur cette question de l'intelligentsia, le lecteur trouvera de riches informations dans les travaux de Danielle Storper Perez (cf. notamment l'article publié dans la REMI. 12(3), 1996). Cet auteur devrait en outre publier, courant printemps 1998, un ouvrage sur ce thème.
- 17 Dominique Vidal, "Troublante normalisation pour la société israélienne", *Le Monde diplomatique*, mai 1996.
- 18 La faiblesse de la croissance juive accumulée au cours des années 80 dans ce district a été compensée par la dynamique migratoire des années 1990. Avec l'immigration de 79 500 ex-Soviétiques entre 1990 et 1995, l'accroissement total de population a été à l'avantage de la communauté juive, + 76 400 personnes contre + 70 600 pour la population arabe. De fait, l'écart numérique de population entre ces deux communautés s'est considérablement réduit en l'espace de cinq années. En 1989, si la population juive du Nord comptait 364 800 personnes contre 397 900 pour la non-juive, elles s'élevaient aujourd'hui, respectivement, à 470 300 et 481 800.
- 19 Voir l'article de Sarab Kaminker, "Jérusalem-Est, un cas d'école en matière de planification politique", in Dhoquois-Cohen et al. (dir.) (1997), *Jérusalem, ville ouverte*, Paris: L'Harmattan (Les Cahiers de Confluences), et Rivière-Tancer V. et Attal A. (1997), *Jérusalem, destin d'une métropole*, Paris: L'Harmattan (Comprendre le Moyen-Orient).
- 20 *Ha'aretz*, édition anglaise, 6 avril 1998. Le journaliste s'étonne dans son article de la faible participation des nouveaux immigrants dans l'essor de Modi'in avec seulement 4% des achats. Il faut certainement voir dans cette faiblesse, une expression des filières migratoires auxquelles Modi'in ne participe pas (encore...).
- 21 L'auteur ne nie pas le fait que, par idéologie, certains immigrants d'ex-URSS aient choisi délibérément de résider au-delà de la ligne verte. Toutefois, les entretiens que nous avons réalisés à Ariel ont montré notamment que les Soviétiques avaient principalement opté pour un tel choix car le logement était quatre fois moins cher qu'à Tel-Aviv et que seulement une quarantaine de minutes de transport séparaient les deux villes.
- 22 De récentes données du ministère de l'Éducation indiquent que la première génération d'Ashkénazes a effectué 13 années et plus d'études pour 16,2% chez les Orientaux et que pour la seconde génération, les proportions sont respectivement de 54,1% et 24,6%.

Été 1998

-
- 23 Ce parti religieux s'inscrit dans le Religious Revival d'Israël où de nombreux jeunes orientaux trouvent une oreille attentive à leurs problèmes dans des partis religieux. Le Shas comble des espaces sociaux défavorisés et abandonnés par le Likoud et les Travaillistes. Les excuses publiques d'Ehud Barak, chef des Travaillistes faites aux Orientaux pour la non-reconnaissance de leur participation à l'édification du pays annoncent, peut-être, une évolution... (déclaration faite en septembre 1997).
- 24 Les 30% restants se répartissent pour 9% dans des offices publics de logements et 20% dans le marché des locations (M.I.A., 1996: 15).
- 25 La majorité d'entre-eux ont quitté Israël pour les États-Unis et le Canada.
- 26 Le seuil de pauvreté est fixé, par le National Insurance Institute, à 1 300 Shekalim par mois et par personne.
- 27 *Jerusalem Report*, 25 décembre 1997. Sur cette question, cf. notamment l'étude de Gomelski N. et al. (1995). *Entrepreneurial theory and practice: immigrant opportunities*. Haïfa: Technion, Th. S. Neaman Institute, 91p.
- 28 À ce sujet, on pourra consulter l'ouvrage de Barnett M., ed. (1996), *Israel in Comparative Perspective. Challenging the Conventional Wisdom*, N.Y.: State University of New York Press (SUNY series in Israeli Studies), 296p.
- 29 Livraison du 2 avril 1998.
- 30 Les exportations israéliennes vers la Fédération de Russie sont passées de 18,5 millions de dollars en 1989 à 55,6 millions en 1993 pour atteindre 256,8 millions en 1997 (la donnée pour 1989 concerne l'ex-URSS en totalité). Des États d'Asie centrale comme le Kazakhstan sont également des pays d'exportations pour Israël: 9,6 millions de \$ en 1997 (Source Bureau Central des Statistiques).